DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
ARRONDISSEMENT DE GIF-SUR-YVETTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE VERRIÈRES-LE-BUISSON

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 7 OCTOBRE 2024
SALLE DU CONSEIL – HÔTEL DE VILLE

Le nombre des membres
composant le conseil est de
33 dont 33 sont en exercice
et 31 présents ou représentés

oooooooooooooooooooo

L'an deux mille vingt-quatre
Le 7 octobre deux mille vingt-quatre et à vingt heures
le Conseil municipal de la Ville de VERRIÈRES-LE-BUISSON
légalement convoqué
le 1^{er} octobre deux mille vingt-quatre
s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances
sous la présidence de Monsieur le Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. TRÉBULLE, Mme CASAL DIT ESTEBAN, M. DOSSMANN, Mme LIBONG,
M. TIXIER, Mme ROQUAIN, M. DELORT, Mme BOULER, M. MORDEFROID, Mme
LAGORCE, M. BOZEC, Mme QUINCAMPOIX, M. CARRASCO, M. BAUDE, M.
MILLET, Mme LEVEQUE DE VILMORIN, M. ATTAFF, Mme BRIGNON, M. ROGER-
ESTRADE, Mme KERNY-BONFAIT, M. CHOLAY, Mme OCTAU, M. MILONNET,
PIERA, M. GILLE, Mme QUINQUENEL, M. CHASTAGNER, M. FASS.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :

Mme AUBERT-THEISEN à Mme QUINQUENEL
M. YAHIEL à M. FASS
Mme CLEVEDE à M. CHASTAGNER

ABSENTES :

Mme DA GRAÇA SOARES
Mme FOUCAULT

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Mme CASAL DIT ESTEBAN,

Séance ouverte à 20h05 sous la présidence de Monsieur François Guy TRÉBULLE, Maire de Verrières-le-Buisson.

Désignation d'une secrétaire de séance ; Monsieur le Maire a reçu la candidature de Madame CASAL DIT ESTEBAN,

En l'absence d'autre candidature et de demande de mise aux voix, Madame CASAL DIT ESTEBAN, est donc désignée secrétaire de séance.

A noter l'installation de Monsieur Philippe GILLE en tant que nouveau conseiller municipal à la suite de la démission de Monsieur Vincent Hulin.

Après avoir fait l'appel des conseillers municipaux, la secrétaire de séance passe à l'ordre du jour avec l'approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 4 juillet 2024.

Madame PIERA, conseillère municipale indique qu'il y a une faute dans son nom de famille. Ce dernier sera corrigé (accent retiré sur le E).

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Points d'information sur les projets liés au Centre Technique Municipal.

Concernant ce dernier, 3 cabinets ont été présélectionnés sans projet à ce stade.

Des présentations sont diffusées et commentées, par la Ville et par le Directeur Général de Versailles Habitat.

Synthèse des présentations :

« **Opération Marius Hue** » : développement d'une opération mixte, rue Marius Hue, sur des espaces sans usage spécifique (actuellement environ 5 200m²)

- Accueillir le nouveau Centre Technique Municipal (plus fonctionnel et ergonomique)
- Accueillir une résidence étudiante (92 logements étudiants destinés notamment aux étudiants du plateau Paris SACLAY ; logements de Type 1 d'une surface de 19,50m² ; et au minimum 5% des logements seront dédiés aux personnes à mobilité réduite) ;
- Accueillir une résidence jeunes travailleurs (95 logements PLAI pour jeunes travailleurs de 26 à 32 ans avec une attribution minimum de 5% des logements aux personnes à mobilité réduite ; gardien et éducateurs sur site) ;

Consultation en cours pilotée par Versailles Habitat (selon convention de co-maîtrise d'ouvrage approuvée en CM du 03/07/2023) ;

Désignation d'un groupement de conception-réalisation au 1^{er} trimestre 2025.

« **Opération Noisette** » : projet de vente du terrain actuellement occupé par le Centre Technique Municipal (environ 6 000 m²), obsolète, situé avenue de la République ; pour financer la construction du futur CTM, et permettre la réalisation d'une opération favorisant la mixité sociale et fonctionnelle :

- ✓ Logements sociaux, habitat inclusif, intergénérationnels,
- ✓ Logements libres,
- ✓ Commerces et services de proximité en RDC,
- ✓ 170 logements hauteurs limitées à R+5+Attique.

Appel à Manifestation d'Intérêt publié le 17 septembre 2024 en vue de la désignation d'un acquéreur au 1er trimestre 2025 ;

Les questions posées à la suite des présentations sont les suivantes :

Hervé BAUDE s'interroge sur la production de plantes qui ne se fait pas en régie.

La directrice des services techniques explique qu'il y a de moins en moins de communes qui produisent en raison des besoins de technicité, de lieux chauffés, et qu'à l'échelle de la ville, cela serait beaucoup plus coûteux que l'achat de plantes.

David CHASTAGNER demande s'il y a, en parallèle, une stratégie de mobilité, notamment par rapport au plateau de Saclay car 1h de trajet est un peu long.

Monsieur le Maire indique que dans le cadre du schéma de mobilité Ile De France présenté dans un point suivant à l'ordre du jour, la liaison par bus jusqu'à Saclay est un enjeu et qu'il y a également le « Vélo Ile de France (VIF) » qui permet de faire le trajet à vélo en 30 minutes.

Il ajoute que les universités parisiennes sont aussi des cibles pour les logements prévus.

Le directeur général de Versailles Habitat précise que l'université de Sceaux sera certainement intéressée aussi.

Jean-Louis CARRASCO demande si un schéma commercial a été rédigé et à quel moment, dans le rétroplanning, le type de commerces souhaités est défini.

Christine LAGORCE indique que les commerces sont prévus côté rue de la République donc visibles de l'extérieur et que les commerces de proximité pour les habitants du quartier sont privilégiés, sans qu'ils ne soient définis à ce stade.

DIRECTION GÉNÉRALE

1- Commissions municipales et assimilés – Modification de leur composition

À la suite de la démission de Monsieur Vincent HULIN de ses fonctions de conseiller municipal, le Maire indique qu'il convient de procéder à une modification de la composition des commissions municipales et des comités consultatifs dans lesquels ce dernier siégeait.

Les commissions municipales concernées sont :

-La commission d'appel d'offres (CAO)
Philippe GILLE à la place de Vincent HULIN

-La commission de délégation de services publics (CDSP)
Philippe GILLE à la place de Vincent HULIN

-La commission « proximité et sécurité »
Emmanuelle CLÉVÉDÉ à la place de Vincent HULIN

-La commission « affaires familiales et scolaires »
Philippe GILLE à la place de Vincent HULIN

-La commission « développement durable »
Agnès QUINQUENEL à la place de Vincent HULIN

Toutes les autres commissions demeurent inchangées.

Les comités consultatifs concernés sont :

-Le comité consultatif « ville inclusive »
Agnès QUINQUENEL à la place de Vincent HULIN

-Le comité consultatif « commerces et artisanat »
Philippe GILLE à la place de Vincent HULIN

-Le comité consultatif « ville inclusive »
Agnès QUINQUENEL à la place de Vincent HULIN

Le comité consultatif « commerces et artisanat »
Philippe GILLE à la place de Vincent HULIN

Tous les autres comités consultatifs demeurent inchangés.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2- Création d'un Conseil Municipal des Jeunes

Jean-Pierre MILONNET indique que la commune de Verrières-le-Buisson s'est dotée d'un Conseil Municipal des Enfants (CME) en 2020. Ce CME est composé d'élèves de CM1 et CM2 des différentes écoles de la ville. Il poursuit en indiquant que la volonté municipale est de permettre aussi la participation à la vie locale des enfants/adolescents de tranches d'âge supérieures en créant un Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) et ainsi avoir une continuité et une articulation entre les instances.

Il précise que l'article L1112-23 du CGT indique qu'une collectivité territoriale peut créer un conseil de jeunes pour émettre un avis sur les projets relevant notamment de la politique jeunesse. Cette instance peut formuler des propositions d'actions. Elle est composée de jeunes domiciliés sur le territoire de la collectivité.

Il informe que le nombre de membres du CMJ est fixé à 20 : 16 permanents et 4 suppléants en cas de démission, déménagement ou autre imprévu ; mais que ce nombre peut évoluer en fonction du nombre de candidatures (cela restant un objectif).

Il informe que les candidats au CMJ peuvent être scolarisés entre la 6^{ème} et la 3^{ème} et

doivent habiter la commune sans nécessairement être scolarisés sur cette dernière.

Il indique que la sélection s'effectuera par les membres du Comité consultatif jeunesse composé d'élus du Conseil Municipal mais également de membres de la société civile et que les membres du CMJ siègent pendant deux ans (sans renouvellement par moitié comme pour le CME).

Il précise que le CMJ se réunira en séance plénière annuelle sous la présidence du Maire, et lors de commissions dont les thèmes et la fréquence seront proposés par les jeunes et validés lors du conseil d'installation.

Enfin, pour que les jeunes puissent mener à bien leurs projets, des crédits spécifiques seront proposés dans le cadre du BP 2025.

Il indique que pour ce projet le conseil municipal doit approuver la création d'un Conseil municipal des jeunes et adopter le règlement intérieur.

Il en profite pour remercier Ian TIXIER, les services et les membres du comité jeunesse qui ont œuvré à la mise en place de ce projet.

Ian TIXIER fait part de son enthousiasme à porter ce projet pour les jeunes et que ce dernier fera le lien avec les assises de la jeunesse qui se sont tenues il y a plusieurs années.

Jérémy FASS demande des précisions sur les objectifs et les projets.

Jean-Pierre MILONNET indique qu'il s'agit de sensibiliser et d'accompagner les jeunes à la citoyenneté et que tout le reste viendra d'eux (idées, thématiques, etc).

Monsieur le Maire précise qu'il s'agira d'accompagner des propositions et que certaines seront irréalisables et qu'il conviendra de leur expliquer les raisons, car c'est cela aussi l'apprentissage à la citoyenneté.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

3- Vente d'une licence IV

Gérard DOSSMANN informe que le Conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire par délibération en date du 27 juillet 2020 à acquérir la licence IV qui appartenait au gérant de l'établissement « Majorelle » situé 19 rue de Migneaux, ce dernier fermant ses portes.

Il explique que cette acquisition avait pour but de disposer d'un élément d'attractivité commerciale et d'en faire bénéficier un porteur de projet sur la commune.

Il informe que l'établissement situé au 19 rue de Migneaux a été racheté par Monsieur Alexandre MALLET pour proposer aux habitants une nouvelle offre de restauration et que, pour ce faire, ce dernier a besoin de disposer d'une licence IV.

Il explique que la fin de validité de la licence approchant (durée : 5 ans), la Municipalité souhaite pouvoir la vendre à ce dernier pour la somme de 12 000 euros net (et conformément à une étude de marché réalisée) et que le conseil municipal

doit autoriser Monsieur le Maire à céder la licence IV à Monsieur Alexandre MALLET pour un montant de 12 000 euros net et effectuer les démarches liées à la mutation.

Monsieur le Maire précise que la « préemption » faite à l'époque avait coûté 15 000 euros mais que l'objectif est atteint malgré le montant : celui de conserver cette licence pour en faire bénéficier un porteur de projet sur la commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

4- Avis de la commune sur la demande de dérogation au repos dominical pour les établissements de commerce de détail verriérois au titre de l'année 2025

Monsieur le Maire indique que conformément aux articles L. 3132-26 et R. 3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après consultation du Conseil municipal.

Il informe qu'à ce jour, les demandes formulées, au titre de l'année 2025, ont été faites par l'enseigne « Picard » sollicitant l'autorisation d'ouvrir exceptionnellement 4 dimanches en 2025 soit les 7,14, 21 et 28 décembre ; ainsi que par l'enseigne « Carrefour Market », sollicitant d'ouvrir exceptionnellement 12 dimanches en 2025, soit les 5 janvier, 20 avril, 4 et 25 mai, 7 septembre, 2, 9 et 30 novembre, 7, 14, 21 et 28 décembre.

Monsieur le Maire indique que le conseil municipal doit émettre un avis quant à l'ouverture exceptionnelle des commerces de détail de la commune où le repos a lieu normalement le dimanche, avec les contreparties prévues par le code du travail pour les salariés concernés.

La délibération est adoptée avec 28 VOIX POUR, 1 ABSTENTION (M. MORDEFROID) et 2 VOIX CONTRE (M. TRÉBULLE et M. MILONNET).

5- Rapport d'activités 2023 de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay

Monsieur le Maire informe de sa démission du poste de Vice-président de l'Agglomération et qu'il a proposé la candidature de Karine CASAL DIT ESTEBAN pour le remplacer.

Il indique, en lien avec le sujet, que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse aux maires des communes membres un rapport retraçant l'activité de la Communauté d'agglomération avant le 30 septembre de chaque année. Le rapport 2023 présenté au Conseil communautaire comporte une vue d'ensemble des activités de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay.

Il rappelle que la Communauté d'agglomération Paris-Saclay a été créée le 1^{er} janvier 2016 et rassemble 27 communes et près de 320 000 habitants.

Il informe que le conseil municipal doit simplement prendre acte de la présentation du rapport d'activité de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay pour l'année 2023.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

6- Cession des actions détenues par la commune de Verrières-le-Buisson, actionnaire de la SEM Essonne Aménagement au profit du Département de l'Essonne dans le cadre du protocole Essonne Aménagement conclu entre le Département et la SEM CITALLIOS

Monsieur le Maire rappelle que La SEM ESSONNE AMÉNAGEMENT est l'opérateur historique départemental, que le Département de l'Essonne détient la majorité des actions et que la commune possède 7040 actions.

Le Maire indique qu'il s'agit là de la suite d'un processus déjà engagé (stratégie de rapprochement par l'intermédiaire du Département entre SEM ESSONNE AMÉNAGEMENT et la SEM CITALLIOS).

Il indique que la SEM CITALLIOS doit se porter acquéreur de l'ensemble des actions de la SEM ESSONNE AMÉNAGEMENT mais qu'avant, le Département doit se porter en premier lieu acquéreur de l'ensemble des actions de l'actionnariat public afin de revendre ensuite l'intégralité des actions publiques à la SEM CITALLIOS.

Chaque collectivité actionnaire, dont la commune de Verrières-le-Buisson, doit donc céder ses actions pour un euro.

Il informe que le conseil municipal doit approuver la cession de l'intégralité des actions de la SEM Essonne Aménagement détenues par la commune de Verrières-le-Buisson, soit 7040 actions, au Conseil Départemental de l'Essonne pour un montant global d'un euro.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

7- Convention de partenariat entre le SDIS de l'Essonne et la commune relative au soutien financier volontaire apporté par la commune au SDIS de l'Essonne sur la période 2025-2029

Monsieur le Maire indique qu'en Essonne, la situation est particulière concernant le SDIS : la compétence est communale mais les financements proviennent uniquement du Département de l'Essonne.

Il explique que le contexte financier du Département fait évoluer la situation ; que celui-ci ne peut plus intervenir seul à hauteur des besoins du SDIS.

Il est donc demandé aux communes de faire un effort financier, pour Verrières cela revient à 1 euro par habitant par an, soit 14 931 euros en fonctionnement, ce qui, explique le Maire, reste en dessous des contributions des villes dans d'autres départements. Il met en avant que le fait le SDIS intervient très régulièrement sur la ville (intervention pour les personnes âgées notamment).

Agnès QUINQUENEL indique que le groupe « Réussir ensemble » va s'abstenir car c'est un engagement sur 5 ans et que le budget est déjà contraint.

La délibération est adoptée avec 24 VOTES POUR ET 7 ABSTENTIONS (Mme AUBERT-THEISEN, M. YAHIEL, Mme QUINQUENEL, M. CHASTAGNER, Mme CLÉVÉDÉ, M. FASS, M. GILLE).

8- Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association du Comité de Jumelage

Gérard DOSSMANN indique que cette subvention exceptionnelle concerne le Festival de musique irlandaise organisé à Verrières les 28 et 29 septembre 2024, en écho à l'Irish Folk Festival de la ville jumelle de Hövelhof.

Il informe que l'association Sennekult de Hövelhof qui regroupe notamment le Comité de Jumelage de cette ville et qui a pour mission d'enrichir la vie culturelle de Hövelhof organise depuis 10 ans un « Irish Folk Festival » avec la participation régulière du groupe irlandais « Les Liberties ».

Il explique que pour sa saison culturelle 2024-2025, et en ouverture, la Ville de Verrières-le-Buisson a décidé d'initier une nouvelle coopération avec sa ville jumelle allemande en programmant à son tour avec la collaboration du Sennekult un Irish folk festival avec le même ensemble les 28 et 29 septembre 2024.

Il précise que "The Liberties", par leurs chants à trois voix et arrangements instrumentaux ont acquis une excellente réputation et sont sollicités dans le monde entier. Leur répertoire parcourt des décennies de musique folk, des ballades aux sonorités modernes de la country, en passant par les "jigs and reels" traditionnels.

Il informe que le samedi 28 septembre, les musiciens ont enthousiasmé plus de 200 spectateurs venus les écouter à l'Espace Bernard Mantienne de 20h30 à 23h30. Le dimanche 29 septembre 2024 à 11h, le groupe s'est produit devant plus de 80 personnes pendant une heure et demie dans le Jardin de la Maison Vaillant.

Il indique que les coûts de cession des deux concerts du groupe ainsi que les frais de transport s'élèvent à 4496.09 euros TTC et non 4200 euros TTC comme indiqué dans la notice et que pour faciliter le règlement rapide du cachet des artistes et de leurs frais de transport, il est proposé de verser une subvention exceptionnelle au Comité de jumelage d'un montant de 4 496.09 € TTC.

Agnès QUINQUENEL partage le fait que la soirée était excellente, mais demande pourquoi la délibération vient après cette dernière et pas en amont.

Gérard DOSSMANN explique qu'il n'y avait pas de Conseil Municipal entre-temps et que le comité pensait que la ville pouvait payer les artistes directement.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

9- Avis sur le Plan des mobilités de la Région Ile De France

(Avis favorable de la commission Mobilité réunie le 25 septembre 2024)

Christine LAGORCE indique que le projet de Plan des mobilités en Île-de-France à horizon 2030, préparé par Ile-de-France Mobilités a été adopté par le Conseil régional réuni en séance plénière, le 27 mars 2024. L'objectif de ce plan est de faire de l'Île-de-France la première région française sur le chemin de la neutralité carbone, tout en accompagnant la diversité des besoins en mobilité des franciliens.

Elle informe que le plan des mobilités en Île-de-France 2030 vise une mobilité plus durable, plus sûre et plus confortable, permettant une diminution massive des émissions de gaz à effet de serre et des polluants (en cohérence avec l'objectif de zéro artificialisation nette et la stratégie nationale bas carbone).

Elle précise qu'entre 2019 et 2030, sont prévues une diminution de 26 % des émissions de Co2 et une baisse de 25 à 35% des émissions de particules fines, pour descendre sous les valeurs limites réglementaires et réduire le nombre de personnes exposées aux valeurs les plus élevées.

Elle poursuit en indiquant que les déplacements en voiture seront plus verts avec 20% de véhicules électriques en 2030, du covoiturage et, surtout, ils seront 15% moins nombreux. Entre 2023 et 2030, il y aura une hausse de 15% des déplacements en transports collectifs, un triplement sur le vélo et davantage de recours au télétravail.

Elle indique que ce plan intègre l'acte 2 de la « Révolution des transports », qui est en cours, avec 330 kilomètres de nouvelles lignes attractives. La Région Ile-de-France investira également en complément 300 M€ sur le réseau Vélo Ile-de-France (VIF) pour créer, d'ici fin 2025, 11 itinéraires de 450 km sécurisés et vraiment continus d'une commune à une autre, et 335 M€ pour transformer la route et réduire ses nuisances sonores à travers le plan route de demain.

Le Plan prévoit notamment :

- La baisse de 15 % des déplacements en voiture en en 2 roues motorisés,
- L'augmentation de 15 % de la fréquentation des transports collectifs,
- La poursuite de la dynamique de l'utilisation des transports en commun par le plus grand nombre,
- Le triplement de la part des déplacements à vélo d'ici à 2030,
- L'augmentation de la part de véhicules électriques dans le parc automobile franciliens de 20 % d'ici à 2030,
- D'encourager le covoiturage, notamment dans les territoires peu denses et faiblement desservis par les transports collectifs.

Pour y parvenir, un plan de 46 actions décliné en 14 axes a été défini.

Elle précise que la Région Île-de-France a voté le projet de plan des mobilités 2030 pour le soumettre à consultation et enquête publique, la version définitive sera approuvée au second semestre 2025.

S'agissant de Verrières-le-Buisson, elle met en exergue les enjeux pour le territoire qui se dessinent autour :

- De l'amélioration du rabattement vers le réseau de mass transit déjà existant : RER B, ou dont la mise en service interviendra avant 2030 : Grand Paris Express Ligne 18 ;
- De la confortation et si possible de l'avancement de la mise en service du nouveau matériel roulant (MI20) sur le RER B ;
- De l'amélioration du rabattement vers les réseaux de surface : tramway, bus à haut niveau de service : T10, T12 ;
- D'une meilleure desserte du pôle d'attractivité du Campus de Paris-Saclay, à travers la création d'une nouvelle ligne qui, en accord avec la Mairie d'Igny, depuis le T10, aurait vocation à desservir Verrières-le-Buisson via la RD60, puis la rue Marius Hue, où va se construire une résidence étudiante, puis la Gare d'Igny, à proximité de laquelle le site de la CAF a vocation à être transformé en résidence étudiante, avant de rallier le Campus Paris-Saclay.

David CHASTAGNER demande si cela se fera sur voie de bus dédiée ou dans le trafic actuel.

Christine LAGORCE indique qu'elle n'a, à ce stade, pas de détail et qu'il s'agit là de faire remonter l'opportunité d'étudier une telle ligne. Elle précise que le « VIF » est une infrastructure dédiée, séparée mais qu'elle ne voit pas une ligne dédiée.

David CHASTAGNER prend pour exemple Paris avec des voies mutualisées : voie bus/vélos.

Monsieur le Maire indique que les vélos sont venus après sur les voies de bus à Paris et rappelle qu'il s'agit là d'exprimer un avis.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

10-Rapports 2022 et 2023 relatifs à la prévention et la gestion des déchets (CPS)

Jean-Paul MORDEFROID rappelle que la Communauté d'agglomération Paris-Saclay a transféré la compétence collecte et traitement des déchets au Syndicat Intercommunal des Ordures Ménagères de la Vallée de Chevreuse (SIOM) pour 19 communes de son territoire. Elle conserve cependant en gestion directe la collecte de 8 communes réparties en deux lots géographiques : un lot nord et un lot sud.

Le lot nord comprend les communes de Chilly-Mazarin, Massy, Verrières-le-Buisson et Wissous. Le lot sud comprend les communes d'Épinay-sur-Orge, Marcoussis, Nozay et Saulx-les-Chartreux.

Il précise que la collecte des déchets ménagers et assimilés est effectuée sur le territoire par l'intermédiaire de marchés publics de service :

- la société Europe Service Déchets est titulaire de la collecte sur le lot nord,
- la société SEMAER est titulaire de la collecte sur le lot sud.

En complément, le traitement des déchets ménagers et assimilés est confié à deux syndicats de traitement : le Syndicat mixte Massy-Antony-Hauts-de-Bièvre pour le chauffage urbain et le traitement des résidus ménagers (SIMACUR) pour les communes de Chilly-Mazarin, Massy, Verrières-le-Buisson et Wissous et le Syndicat pour l'Innovation, le Recyclage et l'Energie par les Déchets et Ordures Ménagères (SIREDOM) pour les communes d'Épinay-sur-Orge, Marcoussis, Nozay et Saulx-les-Chartreux.

Il informe que chaque année, la collectivité ayant la compétence « déchets ménagers et assimilés » doit présenter le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public (RPQS) à l'organe délibérant. Ce rapport est préalablement examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Il précise que ce rapport est établi par la collectivité ou l'établissement public compétent, qu'il est destiné essentiellement à l'information des usagers du territoire et qu'il rend compte de la situation de la collectivité par rapport à l'atteinte des objectifs de prévention et de gestion des déchets fixés au niveau national. Il présente notamment la performance du service en termes de quantités d'ordures ménagères résiduelles et les perspectives d'évolution pour les années à venir. Ce rapport présente les recettes et les dépenses du service public de gestion des déchets par flux de déchets et par étape technique (pré-collecte, collecte et traitement).

Il met en exergue la satisfaction de la commune quant au SIMACUR et rappelle que la déchetterie fonctionne bien.

Il indique que le conseil municipal doit prendre acte de la présentation des rapports 2022 et 2023 sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets pour les communes de Chilly-Mazarin, Épinay-sur-Orge, Marcoussis, Massy, Nozay, Saulx-les-Chartreux, Verrières-le-Buisson et Wissous.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Jean-Paul MORDEFROID en profite pour faire un point d'information concernant le tri des biodéchets ; des points d'apport volontaires seront positionnés dans 9 lieux choisis dans le secteur des Près -hauts et du Centre-Ville dans le cadre d'une expérimentation menée par la CPS.

Il en profite également pour saluer les résidents qui se mobilisent sur du compostage. Ce tri des biodéchets doit permettre d'envisager, dans le cadre des discussions autour du futur marché de collecte, la réduction du nombre de tournées classiques pour les ordures ménagères, les biodéchets représentant 30% de ces dernières.

Monsieur le Maire précise que si la ville n'est pas décisionnaire, elle informera le Conseil Municipal des avancées sur cette expérimentation.

11-Garantie d'emprunt par 1001 Vies Habitat, pour financer l'opération de réhabilitation de 18 logements de la résidence « Belle Avoine » sise 18 rue de Paris

Christine LAGORCE indique que le bailleur « 1001 Vies Habitat » souhaite effectuer la réhabilitation de 18 logements dont les objectifs recherchés sont :

- ✓ L'amélioration du confort des occupants et de la sécurité des usagers
- ✓ L'amélioration des performances énergétiques de la résidence
- ✓ La revalorisation des espaces communs

Afin de financer cette réhabilitation, 1001 Vies Habitat a contracté un crédit auprès de la Banque des Territoires (Caisse des Dépôts et Consignations) et a demandé à la Ville par courrier du 26 juin 2024 de garantir l'emprunt à hauteur de 50 % (l'autre moitié étant prise en charge par la Communauté de Paris Saclay).

Elle explique que le Conseil Municipal doit autoriser Monsieur le Maire à valider le contrat n° 161213 proposé à 1001 Vies Habitat par la Caisse des Dépôts et Consignations et à signer tout document afférent au présent contrat.

Jérémy FASS indique que M. YAHIEL ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

12-Créations de postes,

Jean-Louis DELORT informe qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services et que compte tenu des différents mouvements de personnel, il convient de créer les postes sur les grades correspondants aux emplois à pourvoir :

- 1 grade d'attaché principal, catégorie A, à temps complet au profit de la candidate retenue sur l'emploi de Directeur des ressources humaines ;
- 1 grade d'attaché, catégorie A, à temps complet, pour pourvoir le poste de responsable de Directeur des Finances.

Il indique qu'en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires pour les postes précités, la commune pourra recruter, en application des articles L. 332-8 et L. 332-9 du code général de la fonction publique, un agent contractuel de droit public. Le contrat pourra alors être conclu pour une durée déterminée maximale de 3 années, durée renouvelable sans excéder 6 ans au total. Dans ce dernier cas, si, à l'issue de cette durée, le contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée. L'autorité territoriale fixera la durée du contrat et le traitement du candidat en fonction du niveau de recrutement, de la nature des fonctions concernées, de l'expérience professionnelle antérieure et du profil.

Jérémy FASS souhaiterait connaître les raisons de départ sur des postes très stratégiques comme ceux visés.

Monsieur le Maire informe qu'il y a eu un départ à la retraite (finances) et qu'une autre a souhaité se réorienter (ressources humaines).

La délibération est adoptée à l'unanimité.

13-Application du décret relatif au régime indemnitaire relevant de la filière de la police municipale

Jean-Louis DELORT indique que le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 instaure pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale un nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est constituée d'une part fixe et d'une part variable.

Il précise que ce nouveau régime indemnitaire est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir et remplace l'ancien régime indemnitaire basé sur une prime de fonctions et une indemnité d'administration et de technicité. Toutefois, les policiers municipaux continuent de bénéficier de la réglementation sur les heures supplémentaires et les astreintes.

Il informe que sont concernés par ce nouveau régime indemnitaire les agents relevant du cadre d'emplois de chef de service de police municipale et du cadre d'emplois d'agent de police municipale.

1. La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Cette part fixe est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par le Conseil municipal dans la limite des taux suivants :

- 32% pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 30% pour le cadre d'emplois des agents de police municipale.

Cette part fixe est versée mensuellement.

2. La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Cette part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de chaque agent, déterminés dans les comptes-rendus d'entretien professionnels annuels en vigueur dans la collectivité. Le Conseil municipal doit fixer le plafond de la part variable dans la limite des montants suivants :

- 7 000 euros annuels pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros annuels pour le cadre d'emplois des agents de police municipale.

Il précise que la part variable est en principe versée en une seule fois, annuellement. Cependant, la réglementation prévoit qu'elle peut être versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond défini et peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme de ces versements dépasse le plafond défini.

Il poursuit en indiquant que si, lors de la première application des dispositions du décret, le montant mensuel de la part variable perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement

à caractère exceptionnel, celui-ci peut conserver le montant précédemment perçu, à titre individuel et au titre de la part variable, et dépasser ainsi le taux de 50% mais dans la limite du montant plafond de la part variable délibéré.

Il informe que le comité social territorial a donné un avis favorable en séance du 4 octobre 2024.

Monsieur le Maire indique que s'il y avait une confusion avant, ce décret a la vertu de cadrer les choses.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE, AFFAIRES JURIDIQUES ET ASSURANCES

14-Passation d'avenants aux marchés publics relatifs à la réhabilitation et agrandissement du centre culturel André Malraux

Monsieur DOSSMANN indique que compte tenu de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation du centre culturel André Malraux, la commune doit passer un certain nombre d'avenants concernant différents lots du marché de travaux.

Les précisions sont apportées par chaque fiche jointe en annexe de la présente notice.

- Lot n°3 – charpente métallique – Avenant n°5 au marché 1257 (fiche 1)
- Lot n°15 – plomberie/CVC – Avenant n°3 au marché n°1269 (fiche 2)
- Lot n°16 – Electricité – Avenant n°6 au marché n°1270 (fiche 3)
- Lot n°19 – mobilier – avenant 1 au marché n°202339 (fiche 4)
- Lot n°20 – Agencement – avenant 1 au marché n°2023351 (fiche 5)
- Lot n°21 - Productions audiovisuelles, multimédias et sonores – avenant 1 au marché n°2023352 (fiche 6)

Il informe que la Commission d'Appel d'Offres réunie le 1^{er} octobre 2024 a rendu un avis favorable à la signature des avenants.

Jérémy FASS demande si tout cela est conforme et si, juridiquement, la commune est à l'aise avec cette situation.

Monsieur le Maire évoque les explications sur ces dépassements : le chantier connaît des aléas, il faut recalibrer des besoins non identifiés ; et il explique que sur un marché de cette nature, notamment sur une rénovation, cela est habituel.

Jérémy FASS demande si cela n'est pas un manquement du prestataire et si on peut s'accorder là-dessus.

Monsieur le Maire indique que le choix fait de garder le bâtiment initial a rendu la situation complexe et que lui-même souhaiterait que ce chantier se termine au plus tôt.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

15-Groupement de commande pour les reliures d'actes état civil entre la commune et le CIG

Gérard DOSSMANN indique que le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne (CIG Grande Couronne) constitue autour de lui un groupement de commandes qui a notamment pour objet la passation, pour le compte des membres du groupement, d'un marché de prestation de service pour la reliure des actes administratifs et/ou de l'état civil, opération rendue obligatoire par le décret n°2010-783 paru le 11 juillet 2010 (pour les actes administratifs) et l'arrêté du 22 février 1968 pris en application de l'article 2 du décret no 68-148 du 15 février 1968 (pour les actes d'état-civil).

Il précise que le groupement de commandes évite à chaque collectivité de lancer une consultation individuelle et permet d'obtenir des tarifs préférentiels et qu'à cette fin, une convention constitutive de ce groupement de commandes a été établie. Cette convention prend acte du principe et de la création du groupement de commandes. Elle désigne le CIG Grande Couronne comme coordonnateur. Ce dernier est notamment chargé de procéder à l'organisation de la procédure de passation du marché et de procéder au choix du titulaire. A ce titre, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement de commandes.

Il indique que la convention prévoit que les membres du groupement habilite le coordonnateur à signer, notifier et exécuter le marché au nom de l'ensemble des membres constituant le groupement.

Il informe que la convention précise que la mission du CIG Grande Couronne comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération. Les frais de procédure de mise en concurrence ainsi que les autres frais occasionnés pour le fonctionnement du groupement ne feront pas l'objet d'une facturation aux membres du groupement.

Il informe que le conseil municipal doit autoriser monsieur le maire à signer cette convention constitutive du groupement de commandes entre la commune et le CIG, relative à la reliure des actes administratifs et/ou de l'état civil.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

16-Groupement de commande entre le CCAS et la commune pour le marché d'achat de tickets restaurants

Gérard DOSSMANN informe que dans un souci d'optimisation de gestion et de rationalisation de la commande publique, la ville de Verrières-le-Buisson et le CCAS proposent la constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique ayant pour objet l'émission et la livraison de titres-restaurants à destination de leurs agents.

La ville et le CCAS de Verrières-le-Buisson entendent constituer un groupement de commandes conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Il précise que les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce groupement de commandes sont formalisées dans la convention jointe à la présente notice.

Ainsi, la ville est désignée comme coordonnateur du groupement et aura la charge de mener la procédure de passation du marché, son exécution relevant de la responsabilité de chaque membre du groupement.

Il informe que la convention constitutive est soumise dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil d'administration du CCAS de Verrières-le-Buisson et que le conseil municipal doit autoriser monsieur le maire à signer cette convention.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

DÉCISIONS DU MAIRE

Monsieur le Maire informe de décisions importantes :

- 87 : création de régie pour que la ville puisse reprendre les événements organisés par l'ancienne association « V2I »
- 89/90 sur des marchés – il s'agit de défaillances d'entreprises
- 100 : installation de visiophones dans les 4 crèches
- 117 : passation d'un marché de chauffage/eau chaude (relance car infructueux)

Monsieur le Maire informe de la non-réouverture de l'eau dans les vestiaires du gymnase de la Vallée à la Dame – en lien avec le cas de légionellose d'il y a 1 an et demi : arrêt de la production d'eau chaude et études nécessaires.

-120/ droit préemption EPFIF.

Hervé BAUDE questionne sur la décision 83 concernant la régie du marché : Monsieur le Maire indique qu'il s'agit juste d'un changement d'appellation.

Question sur la décision 133 sur la situation géographique du « clos Prégrand : Monsieur le Maire indique que c'est aux Rinsolles.

David CHASTAGNER demande des explications sur les montants dans les décisions 102 – 123-127 (avenants du chantier Vallée à la Dame) ; il s'agit de différences entre les études et l'exécution (changement de mode d'intervention).

La séance est levée à 21h54.